

La figure de l'étranger, ce repoussoir imaginaire : comment le vote RN a évolué- Le Monde

Le Rassemblement national obtient ses meilleurs scores dans les zones rurales et périurbaines où les étrangers sont rares. Pour ces électeurs, le vote RN n'est pas lié à une expérience malheureuse de la diversité mais à une quête de respectabilité sociale. Leur objectif est de se distinguer des « assistés », catégorie dans laquelle ils rangent les immigrés.

Marine Le Pen le répète inlassablement depuis des années : si nombre de Français adhèrent à ses discours alarmistes sur la « *submersion migratoire* », c'est parce qu'ils font, jour après jour, l'expérience malheureuse, voire douloureuse, de la diversité.

A force de vivre aux côtés d'immigrés qui s'emploient à « *balayer la culture, les valeurs et les modes de vie des Français* », à force de côtoyer au quotidien « *le bruit et l'odeur* » évoqués en 1991 par Jacques Chirac, ils rêvent, et le Rassemblement national (RN) les comprend, de chasser de l'Hexagone leurs voisins venus d'ailleurs.

Dans le domaine des sciences sociales, cette loi de la proximité a un nom : la théorie de la menace. « *Dans les années 1960, aux Etats-Unis, les psychologues sociaux Muzafer Sherif et Carolyn W. Sherif ont montré que la compétition entre les groupes pour accéder à des ressources rares comme le travail, les filières scolaires ou les aides sociales pouvait engendrer de l'anxiété, des antagonismes, des stéréotypes négatifs, voire des conflits,* explique la politiste Nonna Mayer. *C'est la théorie dite "réaliste" de la menace – réaliste car les différends entre les groupes sont ancrés dans la vie sociale.* »

Parce que cette théorie n'explique qu'une partie des tensions entre les groupes, les chercheurs lui ont ajouté, dans les décennies suivantes, un versant « symbolique ». « *En France, par exemple, la xénophobie touche fortement les agriculteurs, qui n'ont pourtant rien à redouter, objectivement, de la concurrence économique des immigrés,* précise Vincent Tiberj, professeur de sociologie à Sciences Po Bordeaux. *Dans ce cas, la clé de compréhension ne réside pas dans la compétition directe sur le marché du travail, mais dans une crainte plus diffuse liée à une vision du monde : la peur qu'un univers disparaisse, qu'un déclassement intervienne, qu'une nation perde son homogénéité.* »

Qu'elle soit réaliste ou symbolique, cette théorie, qui met l'accent sur les périls de la mixité, cohabite, dans le domaine des sciences sociales, avec une autre pensée qui insiste, au contraire, sur ses vertus. Forcée aux Etats-Unis par le psychologue social Gordon Allport, auteur de *The Nature of Prejudice* (« La nature des préjugés », Longman Higher Education, 1954, non traduit), la théorie du contact affirme que les échanges peuvent faire reculer la méfiance, l'hostilité et les idées reçues. Née dans l'Amérique de la ségrégation, cette réflexion a inspiré les politiques de mixité raciale conduites à partir des années 1960 – notamment le *busing*, qui consiste à mélanger, dans les écoles, les élèves blancs et noirs grâce aux bus de ramassage scolaire.

La cohabitation dissipe les stéréotypes

Pour Gordon Allport, la cohabitation avec des personnes d'une autre culture, d'une autre nationalité ou d'une autre couleur de peau dissipe les stéréotypes – à condition,

bien sûr, qu'il ne s'agisse pas d'un simple bonjour esquissé au coin d'une rue. *« Il faut, pour que la théorie du contact fonctionne, que les échanges soient volontaires, qu'ils soient fondés sur une coopération autour d'un but commun et que les personnes qui y participent soient socialement sur un pied d'égalité, précise la politiste Nonna Mayer. Quand on se côtoie dans une association, quand on travaille ensemble sur un projet, quand on partage des activités, les idées reçues, peu à peu, s'éloignent. »*

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la théorie de la menace et celle du contact ne s'opposent pas frontalement l'une à l'autre comme le feraient deux lectures antinomiques du monde : la première s'applique dans certains contextes, la seconde dans d'autres – et toutes deux renvoient, au fond, à la même idée : les valeurs sont plus mouvantes qu'on ne le croit. *« Elles ne forment pas des systèmes fixes construits pendant l'enfance, comme le pensait le politiste américain Ronald Inglehart, souligne le politiste Vincent Tiberj. Elles se transforment en fonction des conditions de vie, mais aussi du climat politique, économique, social ou culturel. »*

Depuis cinquante ans, ces deux théories sont âprement débattues au sein du monde de la recherche au travers de travaux statistiques, d'enquêtes électorales et d'ethnographies locales. En mars 2021, *The Journal of Social Issues*, la revue de l'Association internationale des psychologues sociaux, recensait, depuis les années 1960, plus de 1 500 études consacrées, dans le monde entier, aux relations intergroupes : la plupart concluent, comme la méta-analyse de Thomas F. Pettigrew et Linda R. Tropp publiée en 2006, qu'à certaines conditions, les échanges entre les groupes engendrent, conformément à la théorie du contact, un recul des préjugés.

Qu'en est-il en France ? La mixité ethnique ou religieuse produit-elle de la tolérance, comme l'affirmait dans les années 1950 Gordon Allport, ou entraîne-t-elle, au contraire, des réactions de rejet ? Dans les lieux où les groupes se mélangent, les préjugés xénophobes ont-ils tendance à reculer ou à progresser ? Pour étudier les mouvements de fond qui traversent la société, les chercheurs s'appuient sur les travaux statistiques consacrés aux valeurs : ces études leur permettent de relier les « attitudes » des citoyens – leur opinion sur les mariages mixtes, les immigrés ou le port de signes religieux – à la mixité de leur lieu de vie.

Facettes « contextuelles » de la tolérance

Deux grandes enquêtes permettent de cerner ces facettes « contextuelles » de la tolérance. La première est le baromètre annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui propose, depuis 1990, des centaines de questions sur l'immigration que l'on peut associer à la commune de résidence des personnes interrogées – et donc à sa mixité. La seconde est le volet français de l'« European Values Study », dont les résultats, depuis les années 1980, permettent de construire un indicateur des attitudes envers les étrangers que l'on peut rapprocher, département par département, au taux d'immigrés au sein de la population.

Les conclusions de ces enquêtes menées depuis des décennies montrent que la théorie du contact se vérifie. *« Dans les zones qui comptent beaucoup d'immigrés, la*

xénophobie est plus faible que dans celles qui en comptent peu », constate l'un des auteurs du rapport annuel de la CNCDH, le chercheur Vincent Tiberj. « *Le mélange entre natifs et immigrés engendre une baisse significative des préjugés, renchérit le politiste Raul Magni-Berton, qui a travaillé avec le chercheur Abel François sur le versant français des enquêtes européennes de 2008 et 2018. Une augmentation de 1 % de la proportion d'immigrés suffit, dans un département, à faire reculer les idées reçues.* »

Les travaux ethnographiques, comme l'enquête réalisée en 2019, à Sarcelles (Val-d'Oise), par les politistes Nonna Mayer et Vincent Tiberj, confirment que la diversité raciale et religieuse peut se conjuguer avec une cohabitation apaisée. « *Dans une ville aussi multiculturelle que Sarcelles, qui compte plus d'une centaine de nationalités et une vingtaine de confessions religieuses, les habitants vivent face à face mais aussi côte à côte, observe Nonna Mayer. Il peut y avoir des tensions, mais les rencontres quotidiennes et les activités associatives partagées – danse, musique, sport, soutien scolaire – ont des effets positifs sur le vivre-ensemble.* »

Publiée en 2013 dans la *Revue française de sociologie* (volume 54), l'étude d'Abel François et de Raul Magni-Berton montre cependant que lorsque le climat économique se dégrade, la théorie du contact vacille. « *Quand un département est touché par le chômage, l'indice de tolérance faiblit : une augmentation de 1 % des demandeurs d'emploi provoque une baisse de 0,11 % de l'indice, constate Raul Magni-Berton, professeur à l'Institut catholique de Lille. L'effet de compétition engendre donc une augmentation de la xénophobie – comme si les natifs, dans un environnement économique tendu, se sentaient menacés par les immigrés sur le marché du travail.* »

Ce regain de tension n'est pas toujours lié à l'existence d'une concurrence objective sur le front de l'emploi. « *L'augmentation du taux de chômage suscite une crispation anti-immigrés chez les personnes qui sont économiquement vulnérables mais aussi chez celles qui ont une situation professionnelle stable, ajoute le politiste Raul Magni-Berton. Ce raidissement se produit en outre dans les départements qui comptent beaucoup d'immigrés comme dans ceux qui en comptent peu. Le sentiment de menace n'est donc pas le fruit d'une compétition réelle avec les immigrés mais de la crainte d'une concurrence potentielle.* »

« **Effet de halo** »

Si la mixité des lieux de vie façonne tour à tour des mouvements de tolérance ou d'hostilité envers les immigrés, plus complexe est son influence sur le bulletin de vote. Les succès électoraux du Front national (FN), puis du Rassemblement national (RN) sont-ils liés à la présence, ou non, d'immigrés dans la commune ? Varient-ils en fonction de la diversité ethnique des quartiers ? Depuis le début de l'ascension du FN, dans les années 1980, les chercheurs tentent de comprendre le lien entre la présence d'immigrés et le vote en faveur de l'extrême droite – sans toujours parvenir à des conclusions communes.

Une chose est sûre : dans les années 1980-1990, le Front national affiche ses meilleurs scores dans les zones urbaines qui comptent une forte proportion d'étrangers. Dans leur *Histoire du conflit politique* (Seuil, 864 pages, 27 euros), Julia Cagé et Thomas Piketty montrent ainsi que le message « *simple et percutant* » du FN

de l'époque – « *Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop !* » – remporte un grand succès dans les métropoles et les banlieues métissées. Le lien semble si évident qu'en 1986, le démographe Hervé Le Bras le résume en une équation : « $\text{vote FN (\%)} = 6 + (1,7 \times \text{étrangers (\%)})$ ».

Assisterait-on, dans les années 1980-1990, à la validation de la théorie « réaliste » de la menace ? Telle n'est pas, à l'époque, l'analyse du politiste Pascal Perrineau : le vote FN des années 1980-1990, précise-t-il dans un livre collectif, *Le Front national à découvert* (Presses de Sciences Po, 1996), est en réalité implanté non au sein des grands ensembles mais dans les quartiers situés à leurs abords : il est donc le fruit d'un « *effet de halo* » plus que de difficultés réelles de cohabitation. Les peurs, rejets ou inquiétudes qui nourrissent le vote FN, ajoute-t-il, relèvent du « *fantasme* » plutôt que de « *dangers vécus et objectifs* » – c'est la théorie dite « symbolique » de la menace.

Au début des années 2000, ces analyses contradictoires sont cependant bousculées par l'émergence d'un nouveau paradigme électoral. A partir des scrutins législatif et présidentiel de 2002, les métropoles et les banlieues à forte diversité qui, dans les années 1980, avaient fait le succès du Front national, se détournent peu à peu de l'extrême droite. Au second tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen, qui remporte 33,9 % des suffrages au niveau national, n'en rassemble que 19,68 % dans le Val-de-Marne, 14,35 % dans les Hauts-de-Seine et 21,18 % en Seine-Saint-Denis – trois départements qui comptent une proportion d'immigrés deux, voire trois fois plus élevée que la moyenne nationale de l'époque.

Dans les communes qui comptent beaucoup d'immigrés, cet affaiblissement du RN, à partir des années 2000, est-il le fruit d'un apprentissage heureux de la mixité ethnique ? Faut-il y voir le triomphe de la théorie du contact ? Les travaux du géographe Jean Rivière sur le vote des habitants des 35 villes françaises de plus de 100 000 habitants valident cette hypothèse – au moins au sein des classes populaires. Dans un article publié en 2017 dans *La Revue française de science politique* (volume 67), il montre que dans les quartiers ouvriers, le vote en faveur du RN lors du scrutin présidentiel de 2017 est d'autant plus faible que la présence immigrée est forte dans la ville.

Ce mécanisme illustre la pertinence de la théorie du contact. « *Si le RN remporte, proportionnellement, peu de succès dans les quartiers ouvriers des villes du bassin méditerranéen, du nord et de l'est de la France, c'est parce que ce sont de vieilles terres d'immigration, explique Jean Rivière. Parmi ces travailleurs, beaucoup sont issus de l'immigration et ceux qui ne le sont pas ont souvent été en contact, sur la scène résidentielle ou professionnelle, avec des immigrés. Leur réticence envers l'extrême droite est le fruit de sociabilités partagées, comme le montrent d'ailleurs les travaux du chercheur Joël Gombin sur la ville de Marseille.* »

Menace « symbolique »

Si le RN, à partir des années 2000, perd du terrain dans les métropoles et les banlieues métissées qui constituaient auparavant ses bastions, il conquiert peu à peu des territoires ruraux et périurbains au profil radicalement différent. Au second tour de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen, qui recueille 41,45 % des voix au niveau national, obtient ainsi ses plus beaux scores (plus de 50 %) dans les villages de moins

de 2 000 habitants, où les étrangers sont rares – moins de 5 % de la population. « *Le vote RN, constatent Julia Cagé et Thomas Piketty, passe alors d'un vote de conflit avec les immigrés proches (géographiquement) à un vote exprimant plutôt l'absence de contact avec des immigrés ou une certaine forme de ségrégation spatiale avec les immigrés.* »

Comment, dans un paysage où l'immigration est aussi lointaine, voire absente, comprendre le triomphe du RN ? Pourquoi les électeurs de cette France rurale et périurbaine qui accueille très peu d'étrangers votent-ils massivement pour un parti qui, même s'il privilégie aujourd'hui un discours social, continue à dénoncer haut et fort les ravages de l'immigration ? La théorie du contact, qui suppose des échanges fréquents entre les communautés, ne fournit, en l'espèce, aucune clé d'explication. Plus pertinente paraît la théorie de la menace – à condition de retenir son versant non pas « réaliste » mais « symbolique ».

Pour la politiste Nonna Mayer, l'hostilité peut en effet reposer sur des mécanismes imaginaires. « *Il n'est nul besoin de vivre avec ou près des étrangers pour en avoir peur ou de connaître des juifs pour être antisémite, rappelle l'autrice de Ces Français qui votent Le Pen (Flammarion, 2002). En France comme ailleurs, il y a un antisémitisme sans juifs comme il y a un vote d'extrême droite sans immigrés. Parce que l'imaginaire se nourrit de ce que l'on ne connaît pas, l'absence de contacts favorise parfois une vision fantasmée de l'étranger : il incarne alors une menace, non pas réelle, mais symbolique.* »

Selon les chercheurs qui travaillent sur les zones rurales et périurbaines conquises par l'extrême droite, cette menace « symbolique » hante le discours des électeurs du RN. « *Les immigrés, même absents, constituent des figures repoussoirs qui permettent de montrer, par contraste, que l'on est un travailleur méritant et respectable, analyse Nonna Mayer. Les salariés modestes qui ont réussi, grâce à leurs efforts, à acquérir une petite position sociale rejettent à la fois les classes supérieures, dont les valeurs culturelles sont très éloignées des leurs, et les immigrés, assimilés aux "assistés" et aux "cas sociaux", qu'ils considèrent comme des parasites.* »

Hantise du déclassement

Pour le sociologue Olivier Schwartz, cette vision du monde renvoie à une conscience sociale qu'il qualifie de « *triangulaire* ». A l'opposition classique entre le « eux » des possédants et le « nous » des ouvriers analysée dans les années 1950 par le sociologue Richard Hoggart, Olivier Schwartz ajoute un troisième terme : le « bas ». Hantées par le spectre du déclassement, les classes populaires et moyennes cherchent à se distinguer des « assistés » qui profitent indûment du système. Accusés de vivre des allocations, de la délinquance et des trafics, les immigrés incarnent l'un des visages de ce « bas » de la hiérarchie sociale – qu'ils vivent ou non dans le même quartier qu'eux.

Les succès de l'extrême droite dans le monde rural et périurbain sont fondés, analyse le géographe Jean Rivière, sur cette « *quête de respectabilité* ». « *Ce qui est important, pour comprendre le vote RN, ce n'est pas la proximité, ou non, avec l'immigration mais l'image que les groupes se font les uns des autres, explique-t-il. Ces classes populaires blanches, qui ont accédé à la propriété et qui travaillent*

dans de petites entreprises, résident à côté d'artisans, de petits patrons et de petits indépendants. Dans ces mondes sociaux qui opposent sans cesse la respectabilité acquise par le travail à l'immoralité de l'assistanat, les immigrés sont vus comme les figures emblématiques de la paresse. »

Les succès du RN dans les espaces ruraux et périurbains dépourvus d'étrangers renvoient donc à la théorie de la menace « symbolique ». Contrairement à ce qu'affirme le parti d'extrême droite, ce vote ne constitue pas un appel de détresse lancé par des électeurs qui font, au quotidien, l'expérience conflictuelle du vivre-ensemble dans des quartiers métissés : issus des classes populaires et moyennes, les électeurs du RN tiennent plutôt, au travers de leurs choix résidentiels, professionnels et électoraux, à se distinguer de la figure de l'étranger, qui symbolise des valeurs sociales et morales radicalement opposées aux leurs – l'assistanat, la délinquance, l'insécurité.

Les travaux ethnographiques réalisés dans les espaces ruraux ou périurbains confortent cette lecture du vote RN. Pour la sociologue Violaine Girard, l'accès à la propriété, au sein des classes populaires « établies » qu'elle a étudiées dans une commune rurale de la grande région lyonnaise, est un « élément de distinction » par rapport aux habitants des HLM. « *Ce qui se joue dans l'achat d'un pavillon, c'est l'accès à la respectabilité sociale*, précise l'autrice de l'ouvrage *Le Vote FN au village* (Le Croquant, 2017). *Vivre dans un lotissement, c'est un signe de réussite professionnelle, conjugale et familiale.* »

Souvent associé au vote RN, qui est aujourd'hui motivé par des préoccupations essentiellement sociales, ce souci de se démarquer du « bas » de la hiérarchie ne s'accompagne pas forcément de discours xénophobes. « *Certains rejettent ouvertement les immigrés et leurs descendants – et les plus âgés font parfois des blagues racistes*, poursuit Violaine Girard. *Mais les discours de stigmatisation qui visent les étrangers, les chômeurs et les intérimaires sont surtout fondés sur le statut social. Cette hostilité sert à créer une frontière symbolique entre la sociabilité paisible des mondes ruraux et le mode de vie jugé déviant des résidents des quartiers d'habitat social.* »

« Une forme d'honorabilité »

Pour le sociologue Benoît Coquard, qui travaille sur les zones rurales en déclin du Grand-Est, cette conscience sociale « triangulaire » est une manière, pour les électeurs du RN, d'affirmer leur appartenance au monde des « gens bien ». « *Sur le plan social, les jeunes immigrés des cités sont les homologues de classe des jeunes des villages mais ils sont classés à l'autre bout du spectre, parmi les fainéants et les chômeurs*, explique l'auteur de *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin* (La Découverte, 2019). *Le vote RN garantit aux jeunes des villages qu'il y a pire qu'eux : il les définit de manière positive et il leur assure une forme d'honorabilité.* »

Plus qu'un programme, plus que des candidats, plus qu'un projet politique, ajoute Benoît Coquard, le Rassemblement national propose à ses électeurs une vision du monde. « *Lorsque le Parti communiste était fortement présent dans les milieux populaires, il avait, lui aussi, une conception conflictuelle de l'univers social mais il définissait le "nous" et le "eux" autrement*, précise-t-il. *Les tensions inhérentes aux*

expériences sociales étaient admises par les classes populaires mais elles étaient formulées en termes de classe et non de nationalité : le PC opposait les ouvriers aux patrons alors que le RN oppose les Français aux étrangers. »

L'implantation, depuis le début des années 2000, du Rassemblement national dans les classes populaires et moyennes des zones rurales et périurbaines semble donc valider la théorie de la menace, non pas « réaliste », comme le clament volontiers les dirigeants du parti d'extrême droite, mais « symbolique » : elle est l'expression d'une conscience sociale « triangulaire » plus que le signe de difficultés tangibles de cohabitation avec les immigrés. Pour beaucoup d'électeurs du RN, l'étranger n'est ni un voisin de palier ni un voisin de quartier, mais une figure qui incarne, au même titre que les « assistés » ou les « cassos », un monde social dont ils tiennent à tout prix à se distinguer.

Anne Chemin